



Pétition à la Chambre des communes – E-2820 Septembre 2020

ICHRP et MiningWatch Canada

La Coalition internationale pour les droits de l'homme aux Philippines (ICHRP) - Section Canada est un réseau mondial d'organisations préoccupées par la situation des droits de l'homme aux Philippines. Nos membres se sont engagés à faire campagne pour une paix juste et durable dans le pays. La coalition vise à informer la communauté internationale de la grave situation des droits de l'homme aux Philippines.

MiningWatch Canada collabore en toute solidarité avec les communautés autochtones et non autochtones qui sont aux prises avec des activités minières qui affectent leurs vies et leurs territoires. Nous coopérons aussi avec les travailleurs miniers qui revendiquent des conditions de travail sécuritaires et un traitement équitable.

ICHRP-Canada et MiningWatch Canada ont lancé cette pétition en raison de notre inquiétude face à la détérioration de la situation des droits de la personne aux Philippines depuis 2016. En réponse aux attaques croissantes contre les civils et les défenseurs des droits de la personne, nous cherchons à faire en sorte que: les entreprises canadiennes opérant à l'étranger puissent être tenues responsables au Canada de leur rôle dans les violations des droits de la personne à l'étranger; le personnel consulaire canadien a pour mandat de protéger les défenseurs des droits de la personne menacés pour leurs actions pacifiques face aux violations commises par des entreprises canadiennes opérant à l'étranger; et que le gouvernement canadien soit tenu responsable de son soutien financier et politique à la fois aux entreprises canadiennes opérant à l'étranger et aux gouvernements impliqués dans des violations des droits de la personne dans leur pays.

Pour signer la pétition, celle-ci ouverte jusqu'au 30 décembre 2020, rendez-vous au : <https://petitions.noscommunes.ca/fr/Petition/Details?Petition=e-2820>

Contexte

Depuis l'élection de Rodrigo Duterte, les exécutions extrajudiciaires ont augmenté en partie à cause de la campagne contre les drogues mise en œuvre peu après l'élection de Duterte et des campagnes de contre-insurrection lancées après que le gouvernement a mis unilatéralement fin aux pourparlers de paix avec le Front démocratique national. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme¹ et Global Witness² ont récemment fait part de leurs préoccupations concernant

¹ United Nations High Commissioner for Human Rights. 15 June–3 July 2020. [Situation of human rights in the Philippines: Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights](#). Le rapport note que “the underpinning focus on national security threats – real and inflated – has led to serious human rights violations, reinforced by harmful rhetoric from high-level officials... Alongside the intensified campaign against illegal drugs, the State has scaled up its response for countering terrorism and conflicts, which also impact on human rights. OHCHR has examined key national security laws and policy, and their acute impact on civil society, including human rights organizations, lawyers, political and judicial actors, journalists, trade unionists, church groups and others, particularly through the phenomenon of “red-tagging.”

² Selon les conclusions de [Global Witness](#), en 2019, plus de la moitié de tous les meurtres signalés de défenseurs des droits ont eu lieu dans seulement deux pays, les Philippines et la Colombie.

l'augmentation des exécutions extrajudiciaires, des arrestations arbitraires et du ciblage des défenseurs des droits de l'homme, de l'environnement et des terres autochtones. Souvent, ces défenseurs des droits sont affiliés au parti communiste des Philippines³ et sont soit arrêtés en tant que prisonniers politiques, soit tués en raison de leur militantisme basé sur les droits, qui est présenté comme une opposition au régime de Duterte. Compte tenu de ces circonstances, le Canada ne devrait pas vendre de matériel militaire et fournir une coopération en matière de défense aux Philippines. En 2019, le Canada a délivré des « refus de licence d'exportation de biens et de technologies militaires, à double usage et stratégiques » à l'égard de quatre pays sur la base de la « politique étrangère et de défense canadienne », les Philippines devraient être ajoutées à cette liste.⁴

Nous sommes également préoccupés par les entreprises canadiennes opérant dans des pays où des violations flagrantes des droits de la personne se produisent, en particulier les sociétés minières canadiennes opérant aux Philippines.⁵ Le 6 avril 2020, une centaine de membres de la police nationale philippine ont dispersé violemment 29 résidents, principalement des autochtones Ifugao, qui maintenaient la barricade populaire et pacifique de Didipio, qui avait été autorisée par les gouvernements municipaux et provinciaux le 1er juillet 2019. Rolando Pulido a été battu et arrêté ; d'autres ont été blessés.⁶ Cet événement a été déclenché par la société canadienne OceanaGold qui a demandé l'approvisionnement de trois camions de carburant afin de maintenir les opérations de base de la mine Didipio et qui ont, par conséquent, brisé le blocus. La mine Didipio, située à Nueva Vizcaya, est en exploitation depuis 2013, mais son accord d'assistance financière et technique a expiré en juin 2019 et n'a pas été renouvelé. Avec le soutien des gouvernements municipaux et provinciaux, les citoyens et les communautés locales s'opposent au renouvellement du permis en raison des violations des droits de l'homme liées à l'exploitation minière, de la dégradation de l'environnement et des impacts négatifs sur les moyens de subsistance locaux.⁷

Enfin, nous sommes préoccupés par le manque de soutien efficace du personnel consulaire canadien envers les défenseurs des droits de la personne et de l'environnement menacés en raison de leurs efforts pour protéger les droits humains dans le contexte des opérations à l'étranger des entreprises canadiennes, et du manque de mécanismes de responsabilisation efficaces au Canada pour tenir les entreprises canadiennes responsables lorsqu'elles ont causé ou contribué à des violations des droits de l'homme à l'étranger. Lorsque les villageois de Didipio ont rencontré le personnel de l'ambassade canadienne à Manille en 2018, après avoir été injustement affiliés au CPP-NPA en raison de leur

³ « Red-tagging », ou l'affiliation au CPP-NPA, est une tactique utilisée contre les défenseurs des droits humains et de l'environnement aux Philippines. En étant étiquetés comme communistes ou partisans des insurgés, quelles que soient leurs croyances ou affiliations réelles, les militants deviennent généralement la cible d'exécutions extrajudiciaires.

⁴ Voir <https://www.international.gc.ca/trade-commerce/controls-controles/reports-rapports/military-goods-2019-marchandises-militaires.aspx?lang=eng>

⁵ Le plus récent rapport de [Global Witness](#) révèle que l'exploitation minière était le secteur le plus meurtrier avec 50 défenseurs des droits tués en 2019 dans le contexte de conflits liés à l'exploitation minière.

⁶ Pour plus d'informations sur la dispersion violente de la barricade populaire près de la mine Didipio, voir: [Global Civil Society Organizations Condemn Violent Dispersal of Indigenous Peoples' Mining Barricade in the Philippines.](#)

⁷ Pour en savoir plus sur l'histoire des abus des droits humains et environnementaux liés à l'exploitation minière, voir : MiningWatch Canada and Institute for Policy Studies. [OceanaGold in the Philippines: Ten Violations that Should Prompt Its Removal.](#) Octobre 2018.

opposition aux opérations d'OceanaGold, ils n'ont pas reçu la protection qu'ils demandaient, malgré la menace connue à laquelle ils étaient confrontés en tant que défenseurs des droits humains.⁸

Nous demandons à la Chambre des communes de :

1. Rendre l'ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises (OCRE) indépendant et apte à exiger des preuves et des témoignages sous serment. Le gouvernement du Canada s'est engagé à accorder à l'OCRE ces pouvoirs d'enquête nécessaires, mais a par la suite renié cet engagement;
2. Adopter une loi sur la diligence raisonnable en matière de droits humains qui oblige les entreprises à respecter les droits humains internationaux. Une telle loi aurait à la fois un effet préventif et fournirait un recours légal au Canada pour ceux qui ont été lésés par les actions d'entreprises canadiennes opérant à l'étranger;
3. Tenir des auditions sur la situation des droits de l'homme aux Philippines avec le Sous-comité des droits internationaux de la personne lors de la présente session parlementaire;
4. Mettre fin à l'appui canadien envers le gouvernement des Philippines, dont les programmes socioéconomiques et financiers, le soutien tactique, logistique et en formation, la vente de matériel militaire et la coopération en matière de défense;
5. Confier au personnel consulaire canadien le mandat de protéger les défenseurs des droits de la personne. Alors que le personnel de l'ambassade canadienne est actuellement mandaté de promouvoir et protéger les intérêts des entreprises canadiennes opérant à l'étranger, il n'a toutefois pas pour mandat de protéger les défenseurs des droits de la personne dont la vie est menacée en raison de leurs critiques sur les impacts légaux et environnementaux causés par ces entreprises.

⁸ Pour en savoir plus sur l'affiliation injustifiée des villageois autochtones de Didipio en 2018 et leur rencontre avec l'ambassade canadienne à Manille, voir: [Indigenous Rights Defenders Targeted Over Opposition to OceanaGold Mine. Seek Support from Canadian Embassy in Philippines.](#)